

La lettre

Repères & Actions

SPECIAL CONGRES
AIX EN PROVENCE
23 AU 27 AOUT

Le magazine des militants des Ceméa - MARS 2010 - n° 26

édito

L'ÉDUCATION POUR AGIR, *des associations engagées*
Résister, Mobiliser, Construire...
10 Congrès des ceméa

Amplifier la mobilisation et s'engager dans la préparation

Réuni les 16 et 17 janvier dernier, le Groupe de Direction du congrès s'est emparé des contributions reçues suite à l'envoi de la Lettre n°25 de *Repères et Actions*. Il s'est également mis au travail à partir d'une réflexion de l'équipe de direction nationale portant sur la dimension politique que nous souhaitons donner à ce congrès, dimension qu'il nous semblait nécessaire de (re)préciser.

Ce nouveau numéro de *Repères et Actions* comprend les thèmes et textes définitifs des problématiques mises au travail au sein du réseau. L'article en « une » rédigé par Jean-François MAGNIN précise par ailleurs l'analyse politique qui, pour les membres du GDC, constitue le socle à partir duquel nous devons interroger, appréhender les différentes problématiques sociétales qui seront au cœur de notre congrès. Celles-ci ont bougé. Certaines ont été modifiées, certaines supprimées, d'autres ajoutées. Les logiques qui ont prévalu à ces changements/ajouts, sont à la fois une prise en compte des réactions, contributions de certaines AT, des commissions et regroupements nationaux, voire de certains militants mais également un travail d'analyse plus approfondi du GDC en lien avec nos échanges politiques.

Cela fait donc onze thèmes de travail sur des questions « sociétales », et deux sur des questions plus internes. Les logiques de constitution des groupes d'animation du congrès décrites dans le n°25 de *Repères et Actions* restent inchangées. Elles seront reprécisées lors de l'envoi vers les militants d'une information complète concernant les renseignements organisationnels : accueil des enfants, hébergement, fiches d'inscription etc. Cet envoi devrait intervenir dans le courant du mois d'avril.

Les nouvelles contributions des AT, des commissions nationales, des groupes, des interrégions, des militant(e)s, ... sur ces nouveaux textes devront parvenir au GDC au plus tard pour le 26 mai 2010.

Elles permettront un travail sur les textes lors du GDC des 29 et 30 mai. Ce travail donnera lieu à une dernière diffusion des écrits vers les militants début juillet. Ce sont ces dernières versions de nos textes qui serviront de base aux travaux des différents groupes à Aix.

Pour le GDC, Jean-Luc Cazaillon

ÊTRE PORTEUR D'UTOPIES NOUVELLES ET TRANSFORMATRICES DE NOTRE SOCIÉTÉ



Au sortir de notre dernier congrès à Amiens fin août 2005, nous mettons en évidence dans notre projet associatif un certain nombre d'enjeux sociétaux.

- La laïcité d'abord, questionnée voire remise en cause par différents lieux de pouvoir malgré une sécularisation de plus en plus importante de la société.

- La fragilisation des services publics sous la pression des politiques libérales menées en France, en Europe et dans le monde.

- La prise de conscience des enjeux environnementaux pour la préservation actuelle et future de notre planète et la contradiction de cela génère face à un mode de développement basé sur la recherche d'une croissance exponentielle, le productivisme et la course au profit maximum.

- La tendance à la marchandisation de toutes les activités humaines qui va à l'encontre des valeurs de solidarité, d'égalité et de partage des richesses permettant de répondre aux besoins fondamentaux de tous.

- Le constat d'une montée des conservatismes tant au niveau politique qu'au niveau social, éducatif et pédagogique.

- L'émergence de sociétés aux identités multi-culturelles et métissées porteuses de grandes richesses et en miroir les peurs, les replis identitaires et xénophobes que cela peut engendrer et avec lesquels il est possible de jouer les apprentis sorciers.

Nous pointons la montée des inégalités économiques et sociales, mais aussi ethniques, de genre, liées à la santé, ou à l'âge, d'où découlait la stigmatisation de comportements, de populations (les jeunes, les malades mentaux...) et au bout du compte, très souvent, la marginalisation et l'exclusion.

Quelques semaines après la clôture du congrès en novembre 2005, les révoltes juvéniles dans de très nombreuses banlieues illustraient cette situation à travers des réactions impulsives mais souvent désespérées.

Quatre ans après, une situation empirée

L'accentuation de la lutte contre la laïcité a pris des formes diverses. En témoignent les discours de Latran et de Riyad du président de la République, les positions dogmatiques du nouveau pape et leurs exploitations médiatiques, les campagnes des créationnistes jusque dans les écoles contestant les contenus des enseignements et demandant que l'on mette sur le même pied des connaissances scientifiques validées et des dogmes autoproclamés.

Une politique de stigmatisation et de discrimination c'est aussi beaucoup développée, touchant des populations de plus en plus larges :

- stigmatisation des troubles de conduite des jeunes enfants,

- des malades mentaux à travers les attaques contre la psychiatrie,

- la traque des parents et des élèves sans papiers,

- la discrimination des jeunes vis-à-vis de l'embauche à travers le CPE...

Beaucoup d'éléments de cette politique accentuent des fractures au sein de la société, tendent à monter des populations les unes contre les autres et fragilisent les liens sociaux et les solidarités.

La création d'un ministère de l'immigration et de l'identité nationale et le débat délétaire sur cette dernière question symbolise bien cette politique.

Ce conservatisme privilégiant la répression plutôt que la prévention s'est aussi illustré à travers la réforme de l'ordonnance de 1945 comme à travers la question pédagogique de l'apprentissage de la lecture par la tentative du ministre de l'Éducation nationale de l'époque de casser les innovations pédagogiques et de sanctionner ceux qui les incarnaient.

La fragilisation des services publics s'est encore accentuée par la suppression de milliers de postes, tout particulièrement dans l'éducation nationale entraînant la désorganisation de nombreux établissements, la montée de la violence dans les zones difficiles et un sentiment d'abandon des enseignants.

Résister et inventer le futur

Face à ces remises en cause, à ces régressions, à ces agressions, à ces obscurantismes aussi, nous nous sommes mobilisés, nous avons fait acte de résistance par la mise en place de plateformes de solidarité et d'action, par des manifestations, par des pétitions, par des appels aux élus de la nation, par des travaux visant à éclairer les enjeux. Et il nous faudra continuer de le faire en faisant de cette résistance un socle pour inventer le futur ; pas un refuge pour conserver le passé.

Mais dans cet environnement délétère beaucoup de citoyens se sentent perdus, abattus, sans boussole, poussés au repli sur soi et au pessimisme. Une autre attitude peut être de « se retirer sur son Aventin » d'analyste ironique et désabusé de la désagrégation de notre société. Ces attitudes ne peuvent pas être les nôtres.

Pour un mouvement d'éducation nouvelle comme les CEMEA avec son histoire, ses valeurs et sa volonté d'agir les seules réponses possibles sont la mobilisation pour un développement militant, l'ouverture de notre porte au plus grand nombre, l'affirmation de la justesse de nos valeurs, de nos idées, de nos pratiques pédagogiques.

Les seules réponses possibles résident dans l'invention de solutions concrètes et innovantes pour les personnes et les groupes de tous nos champs d'action ; c'est aussi la recherche de nouveaux publics dans l'éducation formelle et non formelle, dans l'éducation artistique et culturelle, dans le soin aux personnes fragiles, dans la solidarité internationale.

Les seules réponses possibles ce sont nos capacités d'actions collectives avec d'autres et notre capacité d'être encore porteurs au quotidien d'utopies nouvelles et transformatrices de notre société.

C'est, dans ce contexte, avec ces objectifs et ses volontés d'engagement et de marche en avant qu'il nous faut continuer le travail de préparation du congrès à travers les différentes questions qui sont au cœur de nos réflexions.

Jean-François Magnin
Directeur général des Ceméa

Sommaire

• ONZE THÈMES DE TRAVAIL SUR DES QUESTIONS SOCIÉTALES

Notre mouvement d'éducation face aux problématiques environnementales et de développement durable	3
Enjeux des temps libérés	4
Jeunesse, jeunesses, champs des possibles	5
Les conditions de la réussite scolaire	6
Quelle laïcité	7
La mobilité, enjeu de politique éducative	8
Dans un contexte de profondes mutations, quels nouveaux rapports des Ceméa avec leur environnement politique, institutionnel, partenarial ?	9
Médias, éducation et citoyenneté	10
Éducation, culture et pratiques artistiques	11
Cohésion sociale et solidarité : la promotion sociale par l'éducation populaire	12
Économie sociale et services publics : l'alternative au tout libéral	13

• QUEL MODELE DE MOUVEMENT VOULONS-NOUS POUR DEMAIN ?

Animation et développement du mouvement	15
Notre vie associative en question, faire association ?	15

DERNIÈRES PUBLICATIONS 16



Pour suivre l'actualité du Congrès,
http://www.cemea.asso.fr/reseau/Site_congres

Notre mouvement d'éducation face aux problématiques environnementales et de développement durable

Il n'y aura pas d'éducation au Développement Durable sans Éducation à l'Environnement.

Il n'y aura pas d'Éducation à l'Environnement sans découverte du milieu (humain et naturel) !

Lors du congrès d'Amiens, le projet associatif a intégré la dynamique du mouvement sur cette question, qui fait partie de nos fondamentaux depuis la création de l'association, en interface permanente avec les problématiques de l'environnement.

« Les Ceméa ont toujours affirmé que le milieu de vie, l'environnement, jouaient un rôle éducatif considérable. La détermination des valeurs qui vont sous-tendre ces relations caractérise la dimension politique de notre projet.

Il s'agit pour nous de former des citoyens lucides, acteurs d'une relation à l'environnement qui soit constructive et qualitative dans le temps et dans l'espace. Cette conception de la société est en rupture avec le modèle dominant de développement fondé sur l'ultralibéralisme, l'individualisme et le monétarisme. Ce dernier ne peut répondre aux droits fondamentaux des êtres humains dans la mesure où il exalte la concurrence et pousse à un productivisme forcené. Les conséquences sociales et environnementales de ce développement sont d'ailleurs dénoncées depuis plusieurs décennies ».

« En tant que mouvement d'éducation nouvelle, nous condamnons ce modèle de développement. Nous nous inscrivons dans une perspective de développement durable au sens d'un développement équitable et solidaire qui « réponde aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (rapport Brundtland 1987). Ce développement ne peut pas s'inscrire dans une logique libérale qui fait du profit une finalité. Il remet le développement qualitatif de l'être humain au cœur de sa dynamique. Il questionne le rapport aux autres et à l'environnement naturel ».

Nous devons nous inscrire dans un modèle de « développement durable » qui approche de manière globale et interactive les sphères sociale, économique et environnementale. Il s'agit pour nous d'une éducation Politique et d'une éducation à la complexité.

En se centrant sur « la relation » entre les hommes, et entre les hommes et leur environnement, l'éducation relative à l'environnement vers un développement durable permet de réfléchir, de notre place de mouvement d'éducation, la question du « penser global, agir local et vice et versa » en associant nos

différents espaces d'implication (local, interrégional, national, Europe et international).

Vers une meilleure cohérence entre le dire et le faire, comment être visibles, comment être lisibles ? Nous avons retenu trois axes de travail sur ces questions.

- **Quels sont nos positionnements**, nos références sur ces questions pour défendre la position du mouvement d'éducation que nous sommes sur ces questions (discours commun). Comment les défendons-nous auprès des institutions (qui accordent de plus en plus d'attention à ces questions), de nos partenaires dans notre projet politique de transformation sociétale. Comment développer des partenariats locaux, nationaux, européens, internationaux qui renforcent notre capacité de levier éducatif et de transformation de la société sur ces questions.

- **Quels sont nos outils pédagogiques sur ces questions**. Comment faire évoluer nos pratiques en intégrant cette dimension qui est transversale. Comment mutualisons-nous et intégrons-nous cette dimension dans l'ensemble de nos champs d'intervention. Comment garantissons-nous que nos actions sont bien réalisées en contact étroit avec la réalité et « dans » un territoire ? Comment renforçons-nous le lien entre éducation relative à l'environnement, développement durable et dimension interculturelle de cet enjeu partagé à l'échelle planétaire (quels partenariats pédagogiques, quels outils communs ?).

- **Dans nos fonctionnements internes** : quelles mises en cohérence avec ces orientations (travail sur l'énergie, les modes de transport, l'accueil, les choix de produits, le tri des déchets, notre empreinte écologique, etc ?). Où en sommes-nous au quotidien de notre approche éthique d'un développement qui permette la satisfaction des besoins fondamentaux (alimentation, logement, santé, éducation, emploi, liberté, justice sociale, temps libérés, identité, etc.) et une utilisation soutenable des ressources (eau, air, énergie, faune, flore, patrimoine collectif, services écologiques).

Nous dotons-nous d'un outil de cadrage avec des objectifs évaluable sur les quatre ans à venir, faisons nous un agenda 21 des Ceméa sur ces questions ? ■



© Antonio Seguí



Enjeux des temps libérés

Temps libérés (loisirs, vacances, familles) en opposition aux temps contraints (travail, obligations civiques...)

« Placés depuis toujours au cœur de l'action et de la réflexion des Ceméa, les temps libérés sont aujourd'hui l'un des enjeux majeurs de la société ». « Ils sont pour beaucoup des temps où les inégalités s'aggravent, où les ghettos se renforcent entre ceux qui partent et les autres ». « Ils sont aussi un espace de marchandisation des loisirs, de formatage des pratiques et des esprits ». (Extraits de notre projet associatif 2006 – 2009)

Passer des constats aux actions

Depuis la mise en œuvre du projet associatif, les Ceméa, au travers des actions régionales et des actions portées au sein de la DAPAM, se sont effectivement mobilisés sur les enjeux des temps libérés et sur les différentes composantes de ces temps.

Le loisir, au quotidien, seul ou en groupe, au sein de la famille, les vacances collectives de mineurs, tout cela constitue les temps libérés.

Les questions du droit au loisir, du droit au départ en vacances, la reconnaissance de ces droits, pour tous, enfants, adultes, familles, quels que soient les statuts sociaux des personnes, quelles que soient leur handicap ou situation personnelle, restent des objectifs à atteindre et des revendications que les Ceméa portent. Les inégalités se sont aggravées, les causes sont complexes et pas seulement liées aux aspects financiers. Les Ceméa agissent auprès des différents publics, par la formation et l'accompagnement au sein de différents dispositifs. Notre mouvement s'est aussi mobilisé sur le sens éducatif des accueils collectifs de mineurs, sur les enjeux de la dimension européenne et internationale pour les vacances et les loisirs comme pour les formations à l'animation volontaire. Des actions ont été conduites, seuls ou avec la JPA et d'autres acteurs régionaux et nationaux.

Les déclarations et les choix politiques qui culpabilisent ceux qui accèdent aux loisirs et aux vacances et stigmatisent la « société du loisir » sont quotidiens.

La lutte contre la tendance à la techni-

cisation des formations à l'animation n'est pas gagnée. Pour toutes ces raisons, des chantiers doivent être poursuivis ou ouverts par les Ceméa. Ils doivent être conduits à partir des valeurs qui fondent l'Éducation nouvelle.

Un droit aux vacances et aux loisirs : comment agir ?

La mobilisation avec les partenaires de la plate forme « droit au départ » autour de la JPA ne doit pas fléchir. Les Ceméa doivent prendre ou reprendre l'initiative. Comment ? Avec qui ? Au sein de quels collectifs

Agir par la formation, par l'action directe en direction des publics ?

Éducation globale : éducation formelle, éducation non formelle

Nous militons pour une éducation globale dont la prise en compte de la spécificité de l'éducation non formelle. Au sein de celle-ci, les loisirs et les vacances collectives sont une réponse irremplaçable, complémentaire des espaces familiaux, de l'école et des initiatives individuelles.

Il faut ouvrir des chantiers à l'interne pour mieux gérer les articulations entre éducation formelle et non formelle.

Parlons-nous d'une reconnaissance mutuelle des spécificités, ou d'une hiérarchisation ?

Quels apports du regard de nos partenaires européens et internationaux sur ces questions intégrer ?

Comment valoriser les travaux actuels et les développer ?

Le sens éducatif des temps libérés

La mobilisation sur le sens éducatif des loisirs, des vacances et des loisirs collectifs, sur l'importance d'espaces temps libérés pour tout un chacun doit se renforcer. Nous devons le faire reconnaître. Les temps libérés sont un espace d'appropriation du milieu et où le jeune/l'enfant peut faire des propositions et se mettre en projets.

Dans quelles actions pouvons-nous traduire cette affirmation ?

La promotion du sens éducatif des temps libérés passe par une présence accrue dans l'accompagnement des territoires (municipalités, communes,

communautés) dans l'élaboration de leur projet jeunesse.

Des actions et des projets issus de nos différentes régions et territoires au niveau européen et au niveau international sont à développer.

Avec quels partenaires devons-nous, au plan local, national et international, porter le sens éducatif des temps libérés, le mettre en actes ?

Les Ceméa doivent produire un projet politique pour les ACM

Les Ceméa ont un patrimoine, une expertise et une pratique importantes dans ce domaine. Les militants continuent d'agir sur le terrain des Accueils Collectifs de Mineurs (ACM) mais la conception éducative des Ceméa n'est pas suffisamment lisible. Les Ceméa doivent produire un projet politique pour les ACM. Ils doivent le réélaborer avec des partenaires, organisateurs qui ont un projet politique et éducatif.

Quelles modalités faut-il mettre en place au sein du réseau ?

Les Ceméa ne sont pas organisateurs : certes...

Notre engagement historique dans le secteur des ACM est la formation. Nous devons la concevoir en lien étroit avec la réalité des terrains d'application.

Dans ce cadre, nous devons en fonction des analyses du contexte local nous engager en partenariat et/ou en expérimentation, dans l'organisation d'accueils collectifs de mineurs, dans l'accompagnement de projets de jeunes. Ces projets, au cœur du projet régional, seraient portés par des militants non permanents et permanents.

Comment valoriser et intégrer à l'échelle nationale ces actions et le rôle des militants impliqués ?

Multiplier, réactiver le réseau d'organismes avec lesquels nous travaillons

Nous devons aussi démultiplier les espaces de rencontres, d'échanges avec les organisateurs.

Nous devons assurer notre rôle de pôle ressources, de partenaire dans la réflexion, l'action et la formation de leurs élus.

Comment le traduire concrètement ? Avec qui, dans quels cadres ?

Faut-il prendre une place dans les organes de décision des organisateurs ?

Quelle est la place effective des organisateurs dans notre mouvement, élus dans les CA, « compagnons de route » pédagogiques et politiques, partenaires dans la formation ?

La formation des animateurs ne doit pas se traduire par une instrumentalisation et une technicisation de la fonction

Il revient aux acteurs de l'éducation populaire, organismes de formation de lutter contre cette tendance dans tous les lieux de concertation avec les pouvoirs publics, mais aussi dans leurs propres conceptions et pratiques de formation ?

Réaffirmons-nous que nous formons des individus qui participeront à la transformation sociale ? Comment construisons-nous des réponses à des demandes de formations ?

Quelles sont nos propositions en tant que mouvement d'Éducation nouvelle ?

Nous portons la complémentarité des animateurs (trices) volontaires et professionnel(les)

Quelles incidences cela-a-t-il sur les formations à l'animation volontaire et professionnelle que nous organisons ?

Comment construisons-nous des réponses à des demandes de formations ?

Les enjeux de la formation à l'animation volontaire dans le champ des vacances et des loisirs ne se limitent pas à la sphère franco française

Au plan européen, nous devons nous appuyer sur notre expertise et nos acquis en termes d'études et de projets pour faire partager et reconnaître le principe d'une plateforme commune pour la formation des animateurs. Nous devons intensifier nos partenariats locaux, régionaux et européens là-dessus. Avec quels nouveaux partenaires locaux régionaux et européens ? ■



Jeunesse, jeunesses, champs des possibles

Si la réflexion, l'action et les pratiques des associations et mouvements d'éducation populaire ne concernent pas que la jeunesse, cette dimension a été fondatrice et reste centrale, particulièrement au sein des Ceméa.

S'il n'est pourtant pas anodin de s'interroger à nouveau aujourd'hui, dans la perspective d'un Congrès que nous avons délibérément posé comme plus politique, c'est bien parce que l'époque elle-même n'est pas sans conséquence sur notre manière de penser et d'agir avec et pour la jeunesse.

Les politiques publiques de la jeunesse marquent le pas, hésitant entre le traitement social d'une crise qui touche forcément les plus fragiles donc les plus jeunes de nos concitoyens, et la recherche d'un encadrement de plus en plus sécuritaire, morcelé, policier, des populations, singulièrement encore des jeunes. L'insécurité sociale et politique est nourrie en permanence, attisant les replis et les peurs.

Par certains aspects, le Livre Vert sur la Jeunesse élaboré par Martin HIRSCH, Haut Commissaire du Gouvernement, pose le principe d'un clivage entre une jeunesse qui mérite que l'on fasse des efforts pour elle et celle qu'il faudrait mettre à distance de la société, dans une logique du « chacun pour soi et l'Etat saura reconnaître les siens, ceux qui en valent la peine ». Il transmet ainsi les images d'une société morcelée où ceux qui réussissent par leurs propres moyens - souvent liés aux opportunités de leur environnement - et les autres, ceux qui n'ont pas eu la chance de naître et de grandir

dans des conditions suffisamment favorables, seraient traités différemment. C'est une autre façon de traiter du libéralisme, de poser la consommation comme principale finalité, la concurrence débridée comme moteur unique du progrès, de proposer une vision du monde basée sur la performance individuelle.

Dès lors, la jeunesse est considérée alternativement comme un problème à traiter, une cible à séduire ou un idéal paré de toutes les vertus. Objet de répulsion, de consommation ou de fantasme, sans entre deux, ce qui fait pourtant le propre d'une génération en devenir. Cette vision manichéenne enferme, réduit, schématise et empêche de réfléchir et d'agir. Elle s'oppose fortement au positionnement qui est le nôtre qui affirme que l'état de la jeunesse est symptomatique (la jeunesse comme miroir et loupe à la fois) de l'état de notre société et que ce sont les adultes qui ont la responsabilité collective de l'accueil des jeunes, de tous les jeunes.

Comment, dans ces conditions, concevoir une société qui se construise avec l'apport des nouvelles générations, leurs ressources, leurs capacités à bousculer et à inventer ? Comment faire encore de la jeunesse un projet de société ? Comment « faire société » avec la jeunesse ? C'est très certainement un des principaux enjeux que peuvent et doivent relever les mouvements d'éducation populaire, par leurs réflexions, leurs pratiques, leurs engagements au côté des jeunes, des professionnels du secteur, des bénévoles engagés, des élus.



Lorsqu'on parle des jeunes aujourd'hui, de quelle réalité parle-t-on ?

La jeunesse est plurielle. Si la jeunesse recouvre bien des réalités de vie qui correspondent à une phase spécifique, ces réalités sont multiples, différentes, et il faut bien parler de « jeunesses » : visible ou non visible, urbaine ou rurale, au lycée, au travail, au chômage, ayant des appartenances culturelles, sociales et ethniques diverses, des expériences et des apprentissages différenciés... La jeunesse se structure et s'organise de façon hétérogène et se compose de filiations diverses. Les jeunesses sont à la fois singulières et identiques à celles du monde entier. Leurs questionnements, leurs propositions, leurs attentes sont tout à la fois semblables et différentes. A nous d'adapter les réponses à l'individu et/ou au collectif tant qu'il s'agit de vivre ensemble dans la cité.

La jeunesse est une ressource, la jeunesse a des ressources. A nous d'appuyer, de susciter, de construire des parcours qui permettent l'émergence des richesses, des potentiels. A nous d'inverser la vision de la jeunesse « problèmes » à la jeunesse « ressources ».

La jeunesse n'est pas un danger ; c'est elle qui peut se mettre en danger par des pratiques dangereuses, voire illicites. Rappelons ici que derrière le mot jeunesse il y a la question de l'adolescence, le temps de la construction de soi et des droits à l'essai. A nous d'affirmer la fonction protectrice de l'adulte, de la société et de prévenir les ruptures avec les institutions en transformant les pratiques institutionnelles, en construisant collectivement des réponses adaptées. A nous d'inverser la logique sécuritaire

organisée contre les jeunes ou les territoires, pour une solidarité active qui vise la protection de la jeunesse, les mixités et le vivre ensemble. A nous de tout faire pour soutenir du droit commun et pour se réinscrire dans les grands idéaux qui, à la Libération, ont construit les ordonnances de 1945.

La jeunesse doit pouvoir être en capacité de se réaliser, d'accéder au monde et de se l'approprier. A nous de lui permettre l'émancipation, la prise de responsabilité. A nous de lui offrir la possibilité de vivre des expériences qui permettent de se voir beau et gratifiés dans le miroir, dans ses capacités, où l'on va pouvoir prendre des risques tout en sachant qu'on ne va pas se retrouver en situation d'échec. A nous de sécuriser les parcours des jeunes en matière de santé, de logement, de mobilité et d'offrir des parcours (balisés) du possible.

La jeunesse doit pouvoir « faire société ». A nous de l'accueillir et de l'accompagner dans sa diversité, de promouvoir le « vivre ensemble » contre le repli sur soi, l'agir ensemble contre toutes les formes d'exclusion, de discrimination. A nous d'affirmer des valeurs communes de solidarité et de partage, de renforcer l'apprentissage et l'exercice de la démocratie, de reconnaître la jeunesse comme acteur social original. A nous de favoriser et valoriser l'engagement et les besoins de solidarité.

La jeunesse doit pouvoir être en capacité d'innover, de bousculer, d'expérimenter. A nous de promouvoir les pratiques culturelles, sportives et de loisirs, en préservant des espaces non soumis à la logique marchande, en soutenant l'offre publique et associative. Pour cela

les espaces de la parole des jeunes, de dialogues et de propositions, doivent être développés au-delà des affichages politiques du moment.

La jeunesse doit accéder à des formations et qualifications diversifiées et de qualité. A nous de résister au démantèlement de l'école publique, de contribuer à sa transformation avec ses acteurs, pour que chaque jeune puisse accéder à une formation dans laquelle il soit acteur et puisse développer ses capacités

Cette capacité d'accompagnement est le propre des mouvements d'éducation populaire : produire de la réalisation de soi, produire de la prise de risque et de l'expérience. Si les Ceméa se revendiquent comme un mouvement de Jeunesse et d'Education Populaire, c'est d'abord par ce positionnement dans la réflexion et l'action. Il est indispensable de nourrir notre réflexion sur la place de la jeunesse dans une société qui continue de creuser les inégalités entre les générations.

Mais nous devons aussi interroger nos pratiques et notre identité en lien avec ces questions :

- les Ceméa sont-ils encore un mouvement de jeunesse ?

- Quel est le sens de ce positionnement et comment se traduit-il ?

Un allant de soi que nous devons pouvoir réinterroger pour que notre action autour de la jeunesse mais aussi à la jeunesse puisse être débattue. Comment alors mieux soutenir les acteurs de la jeunesse et en être complémentaires dans une dynamique éducative qui laisse la place à des expérimentations dans lesquelles nous pouvons être co-acteurs ? ■

Les conditions de la réussite scolaire

Quelques réalités

- L'Éducation l'échelle territoriale comme à l'échelle nationale occupe les premières lignes des budgets publics.
- A travers l'école obligatoire jusqu'à 16 ans, l'institution scolaire accueille tous les enfants de la République dans un projet de massification quasi unique dans notre société.
- La relation directe entre qualification, formation, diplôme et employabilité res-

sort de toutes les études sur ces questions.

- L'emploi reste une, voire la seule porte d'entrée d'une insertion et autonomie réussie des jeunes.
- La dernière décennie a vu un net regain des conservatismes et le retour en force de courants pédagogistes réactionnaires (élitisme, modèle transmissif).
- La société ne peut se construire sans projet d'éducation.

Dans ce contexte, 150 000 du nombre de jeunes sortant du système éducatif sans diplôme et/ou sans qualification ne peuvent être évacués d'un seul revers de la main. Ils posent l'enjeu de la réussite scolaire, et pour un mouvement d'éducation nouvelle comme les Ceméa, ancrant ses pratiques dans l'éducation populaire, la question des conditions pour construire les chemins de la réussite scolaire de tous les enfants et de tous les jeunes.

Les conditions pour construire de la réussite

Elles sont à trouver :

- dans une politique éducative cohérente et complémentaire sur un territoire,
- dans la complémentarité des acteurs et les réseaux éducatifs,
- dans la diversification des situations éducatives (pratiques artistiques, espace d'expression, découverte de l'environnement...),
- dans l'action même de l'école, au cœur des apprentissages,
- dans une politique éducative parentale.

Il s'agit pour les militants Ceméa de poursuivre leur travail de réflexion, de recherches-actions, de conception de formation et d'outils pédagogiques. Quels dispositifs de formation pour les différents acteurs de l'école et intervenants autour de l'école ou en lien avec les élèves ? Quelle mobilisation des parents et quels espaces à inventer pour y parvenir ? Quels dispositifs et situations éducatives pour remobiliser les jeunes en difficulté d'apprentissage ? Quelles logiques partenariales ? Autant de questions déjà au travail mais à amplifier, affiner et démultiplier.

Quelle laïcité ?

Au dernier Congrès d'Amiens, les Ceméa réaffirmaient "qu'un des éléments centraux de la liberté et la mise en œuvre d'une éducation conduisant à celle-ci, réside dans la laïcité. Cette dernière devrait être une attitude générale vis à vis de l'ensemble des éléments permettant le fonctionnement d'une société". Pour ces raisons nous dénonçons une conception de la laïcité publique qui a comme objectif d'organiser les débats entre les églises et fait tout pour marginaliser les positionnements éthiques et philosophiques s'appuyant sur les démarches scientifiques, le rationalisme, l'agnosticisme et l'athéisme.

En toile de fond, des événements politiques de dimension mondiale – le conflit israélo-palestinien, la première guerre du Golfe, le 11 septembre, la croisade bushienne, les théories sur l'opposition entre l'Orient et l'Occident, sur le choc des civilisations – ont contribué à diviser et opposer des peuples, à renforcer certains replis identitaires religieux et ont favorisé des remises en cause de la laïcité. Plus récemment de nouvelles offensives se sont développées à travers les discours de Latran et de Riyad du Président de la République, à travers l'imposture de la laïcité positive, à travers le dogmatisme des positions du nouveau Pape, à travers des contestations de plus en plus ouvertes de certaines connaissances et de leur enseignement.

Dans un contexte de mondialisation, d'effondrement idéologique, de crise économique, de perte de repères culturels et éthiques, ces offensives sont

Les Ceméa réaffirment la pertinence et l'actualité de l'éducation nouvelle face à ces défis, comme point d'appui de pratiques éducatives émancipatrices. Ne faut-il pas poser la question d'un engagement du mouvement dans des espaces d'expérimentation réelle, comme lieu de militance pédagogique, et de mise en pratique de nos propositions ? Et définir les stratégies pour les utiliser comme levier politique.

Les Ceméa réaffirment le rôle central de l'école pour organiser, hiérarchiser tous les savoirs, savoir-faire, les informations et les connaissances qu'acquiert, reçoivent, subissent, construisent les jeunes dans leurs différents espaces de socialisation, entre pairs, dans leurs loisirs, avec les médias... En même temps, pour les Ceméa, il s'agit d'affirmer son rôle de mouvement complémentaire de l'école, d'articulation de tous les lieux d'éducation et d'apprentissage visant à l'autonomie des personnes... Les Ceméa, aux côtés des mouvements pédagogiques et en relation étroite avec les chercheurs (sciences humaines, sciences de l'éducation) se mobilisent pour accompagner et former les acteurs éducatifs, dans tous les lieux. Il s'agit d'être acteur essentiel au sein des formations initiales, comme des formations continues. ■

propices au développement de l'obscurantisme, à la montée des fondamentalismes et des négationnismes ; ceux-ci sont souvent associés aux inégalités économiques et sociales, aux inégalités de droit et sont des adversaires premiers de la laïcité.

Mais le combat pour la laïcité ne doit pas se réduire à la question des églises. Le conditionnement des individus par la publicité, par le rôle des médias et les « religions » du marché, la marchandisation, l'individualisme et la compétition, sont des atteintes à la laïcité aussi importantes que la volonté prosélyte des églises et autres croyances révélées.

Partout où la laïcité recule, les violences et les ségrégations faites aux jeunes, aux femmes, aux minorités et aux différences progressent.

Nous vivons aussi dans des environnements interculturels où les mobilités se sont beaucoup développées, où les métissages se généralisent petit à petit. Cela peut permettre aux individus de rencontrer d'autres cultures, d'autres valeurs, de s'enrichir de ces différences et dans le même temps de prendre mieux conscience de leurs propres identités culturelles. Mais cela peut entraîner l'inverse : la peur, l'intolérance, le racisme et la xénophobie, le sexisme et l'homophobie et le repli sur soi. Comment la laïcité se saisit-elle de ces contradictions ?

Les combats pour la laïcité ont souvent été associés à la dénonciation du communautarisme. Mais est-ce toujours légitime ? N'avons-nous pas tous



© Laurent Taudin



www.laicite-educateurs.org

besoin de groupes d'appartenance, de reconnaissance, de références culturelles, politiques, philosophiques communes qui font communauté de vie, de pensée, de lutte...? Y-a-t-il des "bonnes" et des "mauvaises" communautés ? Quels en seraient les critères ? Et comment notre conception de la laïcité peut-elle prendre en compte ces réalités différentes ?

C'est par la confrontation de nos pratiques avec la réalité, en formation, dans l'action, qui se vivent et se définissent

nos prises de position. Les choses ont évolué : la laïcité a été portée pendant des décennies comme une lutte émancipatrice, dans des alliances qui associaient le monde du travail et de l'éducation populaire. Aujourd'hui, le religieux est porté par des familles et des jeunes qui en font parfois un moyen de revendication identitaire et d'expression contre les dominations, les oppressions, les exclusions.

Comment un mouvement d'éducation populaire comme le nôtre peut-il

contribuer à faire évoluer ces postures pour accompagner de réels parcours d'émancipation ?

Sommes-nous assez outillés ? De quelles expériences pouvons-nous témoigner ? Confrontons-nous assez les expériences pédagogiques pour que nos pratiques éprouvées en stages comme dans nos autres lieux d'actions, soient mises au service de ces enjeux d'éducation populaire ? ■

La mobilité, enjeu de politique éducative

Le forum de Strasbourg en mai 99 soulignait à nouveau le souhait des Ceméa de renforcer le travail européen et international en militant au quotidien avec des acteurs locaux pour et vers « une intelligence des solidarités dans la construction européenne et face à la mondialisation ».

Au congrès de Brest en 2001, la présence européenne et internationale des Ceméa a été réaffirmée dans notre projet politique. Le positionnement des Ceméa sur l'exclusion sociale au congrès de Montpellier en 97 montre que depuis de nombreuses années, un lien est recherché entre action locale et internationale. Il est alors souligné que « nos actions internationales nous mettent à "proximité" des réalités rencontrées par des personnes vivant dans d'autres pays. Elles nous conduisent à établir une articulation entre nos analyses et les logiques de développement d'une région du monde à l'autre et par conséquent, elles nous renseignent en retour sur notre réalité ici en France. Les expériences vécues à l'étranger modifient donc notre rapport aux relations interculturelles, nos stratégies pédagogiques, nos perceptions politiques. Elles ont un retentissement certain sur nos pratiques militantes et professionnelles quotidiennes. Par là, l'action internationale des Ceméa s'articule à l'ensemble des préoccupations du mouvement ».

Depuis ce lien s'est renforcé et de nombreuses associations territoriales portent cette articulation entre les activités internationales et locales. Notre dernier PNAD (2006-2009) donne cette approche transversale de la dimension euro-

péenne et internationale de nos actions : « De plus en plus, l'international s'impose comme une donnée incontournable de laquelle il serait vain voire dangereux de vouloir échapper. Désormais le niveau local et le niveau global sont parfaitement interdépendants et indissociables ». La notion de mobilité fait le lien entre la dimension locale et internationale de notre action. Elle touche les militants des Ceméa dans leur histoire et dans leur pratique. Nous avons milité pour le droit au départ en vacances pour tous, collectivement nous avons amené des milliers d'enfants en centre de vacances, nous avons accueilli plusieurs générations de stagiaires, nous avons développé des outils de préparation au départ, de découverte du milieu...

Aujourd'hui les militants sont interpellés sur la mobilité par des institutions (responsable de programme européen, collectivités locales) : l'accompagnement à la mobilité des jeunes – une mobilité qui vise souvent l'objectif d'une meilleure employabilité des jeunes, à une fin économique et moins un outil d'émancipation des jeunes. Comment résister à cette pression ?

Quelle mobilité souhaitons-nous accompagner ?

Les Ceméa réaffirment les finalités de la mobilité: défendre une vision d'avenir progressiste de la société, défendre un projet de société avec une vision collective. La mobilité impose une capacité à inventer les nouvelles modalités du « vivre ensemble » et justifie une prise en compte de la dimension interculturelle dans les apprentissages sociaux. Les Ceméa défendent une mobilité accom-

pagnée qui favorise l'acquisition de connaissances et de savoir faire :

Cette mobilité là est une source d'ouverture à l'autre, de réinterrogations et de retour sur soi.

Elle permet l'acquisition de compétences indispensables dans le contexte d'aujourd'hui, par l'expérience vécue, pour pouvoir observer et penser le monde dans sa complexité et sa multiplicité.

Nous avons toujours considéré aux Ceméa la mobilité, physique, psychologique et intellectuelle comme un droit fondamental pour toutes et tous. Chacun doit pouvoir accéder à ce droit. Or, des facteurs (situations financières, juridiques, géographiques, contextes familiaux, locaux, politiques, l'âge, le sexe...) entravent ou réduisent l'accès à la mobilité, alors même qu'elle constitue un apport éducatif précieux.

Les points à soulever :

- mobilité comme vecteur d'émancipation de la personne et construction de sa citoyenneté
- mobilité comme vecteur d'apprentissages et d'acquisitions de compétences sociales
- mobilité comme vecteur d'une solidarité entre territoires et d'une dynamique locale
- mobilité comme support d'une expérience et pratique collective et non un parcours individuel d'accès à l'emploi. ■

Dans un contexte de profondes mutations, quels nouveaux rapports des Ceméa avec leur environnement politique, institutionnel, partenarial ?

Ce que nous disons dans nos précédents projets associatifs

• Mouvement, territoires, partenariats

Les territoires se déclinent en régions, départements, pays, communautés de communes, quartiers, selon l'action considérée, mais aussi au niveau européen. Cette diversité rend notre action moins efficace, tant la culture qui nous est propre a encore du mal à prendre en compte l'agencement du monde actuel.

• Organiser le mouvement au plus près des territoires

L'accompagnement de projets sur un territoire, ensemble complexe d'éléments inter-dépendants, passe par des relais (militants relais). Ces interventions apportent des réponses novatrices aux besoins émergents et créent des dynamiques collectives mobilisatrices. Elles permettent de construire de nouvelles modalités d'animation des réseaux militants s'appuyant sur une plus grande représentation et une meilleure lisibilité de notre mouvement sur le terrain.

• Structurer le réseau

Le renforcement de l'Association nationale dans ses prérogatives institutionnelles est nécessaire vis-à-vis de toutes les Associations territoriales. Il s'agit d'adapter les organisations territoriales en construisant la structuration intra-régionale. Celle-ci est à aborder en privilégiant l'établissement de liens réciproques sur le territoire donné.

• D'un pôle laïque redéfini au niveau politique à des partenariats ouverts dans les territoires d'action

Les formes d'alliances historiques peuvent parfois s'avérer insuffisantes. Elles peuvent donc si nécessaire être complétées par des stratégies d'actions nouvelles et concertées dans le réseau. Le « pôle laïque » ne peut donc, à lui seul, participer aux combats émancipateurs. Sans reniement, intégrons les alliances historiques pour élargir les bases militantes et sociales de nos partenariats.

Aujourd'hui, en 2010

Les politiques éducatives territoriales occupent une place et jouent un rôle qui tend à devenir prégnants dans le paysage éducatif français. Ceci parce qu'au-delà des démarches pionnières et défricheuses, au-delà du volontarisme de certaines collectivités territoriales et de beaucoup d'associations, les politiques

éducatives territoriales sont encouragées explicitement ou implicitement, par l'Etat pour des raisons liées entre elles :

- des raisons institutionnelles et politiques avec la décentralisation et la déconcentration,
- des raisons stratégiques avec un Etat cherchant, plus ou moins bien, pour faire reprendre ses priorités, à installer des relations contractuelles au moyen de dispositifs faisant appel à des projets de territoires,
- des raisons opérationnelles avec, d'une part, le développement, par les collectivités, de services publics territoriaux et des filières, qualifications et compétences professionnelles qui en résultent et, d'autre part, avec la richesse des savoir-faire des associations,
- des raisons budgétaires avec le désengagement de l'Etat et, en substitution et en complémentarité significative, avec l'implication croissante sur le plan financier des collectivités territoriales.

Dans ces domaines inséparables que sont l'éducation, la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, la coopération avec les écoles, les collèges, les lycées, l'enseignement supérieur, la place des familles, la culture, les loisirs... un très grand nombre de collectivités territoriales cherchent à faire vivre des politiques globales, ne serait-ce qu'en raison du poids des contraintes financières et budgétaires qu'elles supportent de plus en plus seules.

Elles cherchent également à y voir clair et à se positionner dans ce qu'elles perçoivent comme un foisonnement, une intrication, une superposition de potentialités, d'opportunités, de démarches, de préoccupations, d'urgences et de dispositifs.

Par ailleurs, le projet spécifique des CEMEA s'inscrit dans un périmètre géographique donné et dans des logiques de construction partenariale. Il se construit ainsi au niveau local, régional, interrégional, national, européen voire au-delà.

Dans un tel contexte, sur des logiques que nous savons définitives (décentralisation, accroissement des compétences dévolues aux collectivités,...) même si tout n'est pas encore stabilisé :

- Nos ambitions nous conduisent à agir aux différents niveaux de territoires, du local (nous agissons à la fois en milieu urbain et en milieu rural et/ou suburbain) à l'international. Les militants ont ainsi la possibilité de resituer leur action concrète dans des enjeux de société globaux qui aujourd'hui ne



peuvent être pensés que nationalement pour certains, à l'échelle européenne voire au plan international pour d'autres. Tous les espaces précédemment décrits obéissent à des logiques très différentes. Comment mettre en œuvre, renforcer, développer un réel travail de lecture de ces territoires, de leurs spécificités, de leurs interactions quand nous savons que cela est nécessaire à la fois pour mieux situer les enjeux, préciser les types d'intervention que nous pouvons y construire et pour élaborer des modes d'action différenciés ? Comment faire que notre intervention à ces différents niveaux ne brouille pas la lisibilité de

notre projet mais participent au contraire de sa dynamique et valide la pertinence des valeurs du mouvement d'Éducation Nouvelle ?

- L'intervention des CEMEA aux différentes échelles de territoires semble correspondre à certains points de l'organisation administrative qui se met en place en France et en Europe. Comment mettre en valeur la pertinence de cette organisation auprès des différents niveaux de collectivités dans les capacités d'analyse, d'intervention et d'innovation qu'elle permet ?

- Les évolutions structurelles de notre pays modifient le lien « au politique »,

« aux hommes et aux femmes politiques ». Comment parlons-nous, comment travaillons-nous sur ce lien au local ? Quels sont les axes stratégiques mis au travail permettant de situer notre action en phase avec la (les) politique(s) locales ?

- Tout en réaffirmant et en consolidant les liens privilégiés avec nos partenaires laïques, comment faire évoluer nos partenariats pour créer de nouveaux liens facteurs de diversification de nos actions, d'ancrage renforcé dans l'action locale ? Quelles modalités alors pour qu'un militant des Ceméa puisse être acteur au sein de cette République en « évolution » ? ■

Médias, éducation et citoyenneté

Ce que nous disions dans nos précédents projets associatifs

2002-2005. Nous parlions des « technologies de l'information et de la communication comme des activités et outils à maîtriser au service d'une diversité culturelle et d'une égalité éducative à revendiquer... ». Notre approche était plus centrée sur les techniques à maîtriser et moins sur les contenus médiatiques, même si nous soulignions qu'« elles renforçaient l'industrialisation de l'imaginaire et la domination d'une production de masse standardisée.. ».

2006-2009. Les médias sont plutôt mis en avant, comme « espace de construction et d'influence de l'enfant » et notre projet parle explicitement de « l'enjeu d'une éducation aux médias », et de la nécessité de « traiter la question des jeunes et des médias dans le cadre d'une réflexion critique sur la culture et l'éducation... ». Au-delà d'une éducation critique aux médias, nous élargissons notre engagement en le fondant globalement dans le rapport à l'éducation, aux loisirs et à la culture, sur des enjeux de valeurs, de modèles, de projet global d'émancipation, ce qui a pour conséquence une nécessaire prise en compte transversale dans l'ensemble de nos champs d'action.

2010... La problématique s'est encore élargie

L'augmentation de l'offre médiatique, la concentration industrielle, la diversité des supports et des écrans d'accès, leur dimension multi-médias et leur mise en réseau à l'échelle mondiale, ont amplifié ces dernières années les enjeux liés d'une

part aux usages et aux pratiques des médias et donc aux pratiques culturelles et de loisirs faits par les jeunes, et d'autre part, liés à leur influence culturelle et sociétale pour l'ensemble des citoyens. Les défis et les objectifs auxquels l'éducation aux médias est confrontée, se sont donc élargis et complexifiés : ils touchent les questions de consommation, de citoyenneté, de démocratie, de diversité culturelle, d'éthique, de droits de l'homme, d'économie, de régulation publique... au-delà du seul décryptage et de l'analyse critique des contenus. Ils mettent en jeu des dimensions intergénérationnelles et des apprentissages croisés.

L'éducation en question, dans notre « société industrielle-médiatique-libérale »

- Notre société se construit dans un contexte de forte tension entre deux projets antagonistes : un projet d'émancipation, qui « apprend », qui construit des enfants citoyens et un projet consumériste, qui « désapprend » où les enfants ne sont que des cœurs de cible.

Quel avenir pour les espaces éducatifs et l'école en tant qu'institutions de programmes face aux médias en tant qu'industries de programmes ? Donc quelle place pour les Ceméa, mouvement d'éducation nouvelle et populaire, et leur projet vers l'enfance et la jeunesse ?

- Comment repenser l'école dans sa fonction de formation de citoyens critiques et responsables et comment repenser les espaces des temps libérés, dans une perspective émancipatrice réaffir-

mée, hors des logiques marchandes, sans s'attaquer et repenser les industries de programmes elles-mêmes ?

- Pour les jeunes, et plus globalement pour un grand nombre de citoyens, les temps sociaux de l'école, de la formation et des loisirs collectifs, sont traversés par un temps dominant, celui de la consommation médiatique qui constitue leur « pratique culturelle » massive.

De plus, celui-ci est caractérisé par un certain isolement des enfants et des jeunes consommateurs de médias, par le manque d'accompagnement lié à la fragmentation du temps de travail des parents et l'usage des médias comme "mode de garde".

- Mais de quelle culture s'agit-il ? Quelle socialisation et quel rapport au monde s'y construisent ? Comment repenser un projet global d'éducation prenant en compte les réalités, articulant l'école, la famille et les temps libres ?

Où en est notre projet dans cette réalité de début de siècle ?

Face à la volonté libérale de destruction d'une société éducatrice et citoyenne, il nous faut imposer des finalités d'utilité publique et de partage. L'information, les connaissances sont des biens publics dans leur conservation, leur production, et leur diffusion ; ils doivent s'inscrire dans des espaces non marchands. Tous les citoyens sont concernés et tout au long de leur vie, c'est une réponse culturelle et de société qu'il nous faut construire et apporter. Mais il nous faut également questionner la pertinence de

ces technologies de communication : un progrès technologique est-il nécessairement synonyme de progrès culturel, social ou éducatif ?

- Selon quelles stratégies ? Avec qui ? Avec quelles alliances : autres associations d'éducation populaire, associations de consommateurs, associations de journalistes, collectifs d'artistes ou d'auteurs, etc. ? Pour quelles régulations pouvoirs publics – société civile face à l'industrie ?
- Pour intégrer la dimension transversale de l'influence des médias, comment construire des syner-

gies et des responsabilités partagées entre les acteurs de l'éducation, de l'animation, de la petite enfance, de la santé, de la culture...? Comment inverser le rapport de force ?

- Pour peser, porter projets et actions alternatives, comment mobiliser les jeunes eux-mêmes sur les perspectives d'une autre société, où les avancées technologiques numériques s'inscriraient dans un autre projet de société de la connaissance et d'une culture partagée ? ■

Éducation, culture et pratiques artistiques

Nos repères

Nous réaffirmons que la culture est un besoin permanent de l'homme, tout au long de sa vie, qui participe de sa construction, et révèle à chacun progressivement ses potentialités, ses capacités, et l'aide à trouver une place dans son environnement social.

Nous proposons que les Ceméa fassent leur, la définition de la culture, au sens anthropologique du terme, tel que l'UNESCO la définit :

« La culture, dans son sens le plus large, est considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société, un groupe social ou un individu. Subordonnée à la nature, elle englobe outre l'environnement, les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions, les croyances et les sciences. »

Leur accès est un droit fondamental qui contribue à la formation du citoyen et qui constitue donc un garant pour la démocratie, à condition d'être appliqué !

Mouvement d'Éducation populaire, au carrefour de l'éducation et de la culture, les Ceméa développent une conception éducative et sociale de la culture, respectueuse des origines de chacun, des histoires individuelles et collectives, qui cherche à rendre possible l'acquisition de savoirs nouveaux et la recherche d'un savoir vivre ensemble.

En ce sens, on peut dire **qu'il n'y a pas d'éducation sans culture ou plutôt que toute éducation est Culture.**

A ce titre, les Ceméa ne s'inscrivent pas dans une logique qui utilise les pratiques culturelles et artistiques comme moyen d'apaisement des tensions sociétales. Notre mouvement d'éducation populaire doit continuer d'agir en direction de l'ensemble de la population, et soutenir la mixité sociale, tant aux niveaux local, national qu'europpéen et international.

Nous défendons l'idée que l'éducation-culturelle est un élément transversal et présent dans toutes actions éducatives. Par conséquent, que le rapport éducation/culture joue un rôle dynamique dans la réorganisation de la vie pédagogique des Ceméa. Les sciences et la culture scientifique, les arts et les

pratiques artistiques, les média et la maîtrise des cultures d'écrans, l'environnement, l'expression écrite et orale et la maîtrise des signes codés et langages, l'interculturel et la prise de conscience des différences culturelles constituent des ressources indispensables dans ce processus de construction d'une culture commune.

Sur quoi réfléchir et avancer

- **Au plan des relations politiques**, notamment avec le Ministère de la Culture et ses services :

Alors que ces derniers considèrent aujourd'hui les fédérations d'Éducation populaire comme des partenaires devant intervenir prioritairement, voire exclusivement, auprès des populations en grandes difficultés sociales (quartiers prioritaires, prisons, chômeurs...), **IL NE NOUS PARAÎT PAS POSSIBLE DE défendre collectivement un positionnement qui nous cantonnerait dans de l'intervention sociale.**

L'éducation artistique et culturelle, l'accompagnement éducatif aux pratiques artistiques ne peuvent se limiter au traitement sectorisé des problèmes sociaux, ni répondre exclusivement aux demandes d'intervention de l'État en direction des populations « fragilisées », même s'ils peuvent les aider à reprendre la parole.

Comment renforcer notre projet éducatif sur les questions culturelles ?

- **Au plan pédagogique :**

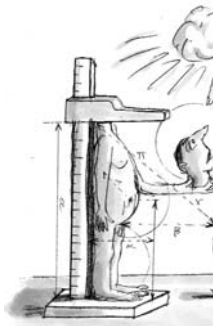
Comment réaffirmer, mettre en oeuvre le fait que nos démarches pédagogiques doivent créer des liens avec le patrimoine culturel universel et la vie artistique, cela pour l'ensemble de nos champs d'intervention ?

Réfléchir au mot valise de « culture » et à cet adjectif « culturel » qui entretiennent confusions et qui-proquos. Chaque fois que culturel veut signifier qu'il s'agit d'un rapport à un art, à la création contemporaine ou à une discipline artistique, ne devrait-on pas s'obliger à utiliser le mot artistique ? Comment consolider et construire des espaces de formation des militants qui alimentent leur capacité à combattre la confusion et à construire des propositions adaptées à nos différents publics ? ■



Cohésion sociale et solidarité : la promotion sociale par l'éducation populaire

PENSER LA SOCIÉTÉ POUR PANSER LA SOCIÉTÉ ?



De l'analyse du discours politique sur le social aujourd'hui

Il y a quelques années, Jacques Chirac avait lancé la formule de la « fracture sociale » qui fit florès. Depuis, les politiques menées en France, en Europe et au-delà ont largement contribué à accentuer la dite fracture et laissant sur les bords de la route, de plus en plus de victimes que l'on rend responsables pour ne pas dire coupables de leur situation.

Nombre de sociologues, de cliniciens, de politiques, de philosophes, parfois même d'économistes nous alertent de la dégradation, voire de la dislocation du lien social, de ce qui entre nous « fait société » et permet à chacun d'avoir sa place au soleil, son droit à vivre et à être bien au-delà des formules magiques ou incantatoires telle que « l'égalité des chances ». C'est sans doute parce qu'elles sont particulièrement menacées que les idées de cohésion sociale, de lien social, de solidarité sont aussi présentes dans les discours d'apparat des uns et des autres.

La bonne volonté ne suffit pas

Soignants, éducateurs, travailleurs sociaux, animateurs se penchent au chevet de ceux que l'on appelle pour certains exclus, marginaux, sauvages... et que les contrôleurs de l'ordre social voudraient dépister, étiqueter, encadrer dès le berceau. Habités du sens de la dignité et de l'humanitaire, guère condamnables en soi, ils peuvent cependant contribuer à leur corps défendant à entretenir le système, à lui permettre de perdurer, s'ils ne sont attentifs qu'aux sujets et omettent de s'intéresser à ce qui les a conduits à subir leurs situations. La bienveillance envers les personnes ne suffit pas, et risque même de contrarier la transformation de la société auxquels les uns et les autres aspirent. Il y a là tout un travail de sensibilisation, de conscientisation, d'ouverture à mener pour mobiliser. Car pour être travailleur social, soignant, animateur ou éducateur, nous sommes convaincus qu'il faut être aussi, d'une façon ou d'une autre, militant. Former ces professionnels est dès lors, également, un acte militant.

Mettre la marge au centre

Voici longtemps que les CEMEA accueillent dans leurs centres de formation au travail social, leurs formations à l'animation professionnelle, leurs formations continues à la santé mentale,... des publics adultes qui ont pour projet professionnel de contribuer à l'épanouissement, à l'insertion, à l'intégration de ceux qui ont pris depuis longtemps des chemins de traverse ou des contre-allées les emmenant loin des trajectoires scolaires et sociales bien balisées.

Nos formations affirment des spécificités, voire des originalités, qui ont fait des Ceméa une des références dans les champs professionnels concernés. Entre autres qualités, il nous est souvent reconnu l'engagement à accueillir puis à accompagner jusqu'à la réussite des stagiaires dont aucun autre organisme formateur ne voulait. La promotion sociale appuyée sur l'éducation populaire n'est pas qu'un pur discours, elle est une pratique qui passe par des pratiques de formation spécifiques.

Résister pour re politiser l'acte de formation

On peut légitimement considérer que les nouveaux textes qui régissent les formations du travail social et de l'animation professionnelle en accentuent la dimension technicienne. La modularisation et l'individualisation des parcours de formation favorisent quant à elles l'instrumentalisation par les individus des espaces de formation. Nous pouvons en effet observer que ceux-ci commencent à être vécus par certains plus comme des outils au service d'une stratégie d'emploi (bien légitime) que comme des espaces de maturation de projets de métiers chargés de sens et de désir. La figure du militant - avec ses excès et ses défauts - s'efface progressivement derrière celle du consommateur et de l'utilisateur, avec son inquiétante rationalité égoïste. Si les stratégies de qualification/emploi sont on ne peut plus légitimes, et positives pour les individus, elles peuvent aussi s'avérer socialement contre-productives à plus long terme.

Dans le domaine de la formation continue courte les pressions fonctionnelles se développent également : pressions pour construire des formations limitées à 3 jours afin qu'elles entrent dans le DIF, pressions pour ne plus organiser de formations en plusieurs étapes (3 fois 3 jours en 3 mois par ex.) qui désorganisent trop les services...

Dans ce contexte nous avons à faire preuve de la plus grande vigilance dans nos pratiques, dans nos références et propositions théoriques, dans nos façons d'accueillir, si nous voulons que les professionnels ou futurs professionnels puissent à la fois prendre soin des éclopés du défaut de société (ou de ses excès) et travailler à transformer la réalité même qui les produit. Former des intervenants éducatifs et sociaux de l'éducation populaire, de l'action sociale libératrice est tout autre chose que former des techniciens conformes et seulement soumis aux cahiers des charges des formations, considérés exclusivement comme des outils aux services de la collectivité et non plus comme des personnes travaillant à réaliser un projet de vie émancipateur pour eux et pour tous. Être attentifs à ne pas glisser vers ce fonctionnalisme est une attention permanente, car tout l'environnement nous y conduit.

Plusieurs questions s'imposent alors :

- A quels publics nous adressons-nous, avec quelles ambitions militantes ?
- Comment concevons-nous la place et le rôle des professionnels de l'animation et du social dans le contexte social, sociétal, politique d'aujourd'hui ?
- Quelles lectures pouvons-nous avoir des politiques sociales, de solidarité et d'animation mises en œuvre aujourd'hui sans céder à la caricature ou au dogmatisme ?
- Sur quelles bases accueillons-nous, sélectionnons-nous ou recrutons-nous ces futurs ou déjà professionnels ?
- En quoi nos organisations, nos dispositifs, nos pratiques pédagogiques contribuent-elles à ce projet de (re)politisation et à cette (re)mise en mouvement des animateurs, des travailleurs sociaux, des soignants, des éducateurs ?



- Ne faudrait-il pas à nouveau caractériser notre conception de l'acte de formation ?
- Comment nous-mêmes, salariés ou militants, formateurs, administrateurs, gestionnaires,... pouvons-nous nous garantir que nous sommes bien dans ce même mouvement (fidèles aux valeurs et ancrés dans l'ici et maintenant) et non pas dans un discours immobiliste sur le mouvement ?

- Quelles places et positions avons-nous à prendre, à occuper, à défendre vis-à-vis de nos partenaires, de nos tutelles ?
- Nous devons réagir (avec nos publics) à l'actualité. Notre inscription dans des réseaux sociaux, professionnels, militants ne doit-elle pas être plus structurante. (citons à nouveau l'exemple de « l'appel des appels »)

- Comment pouvons-nous affiner, repenser et mieux faire connaître nos hypothèses de travail, nos pratiques ? Comment les partager avec l'ensemble des professionnels et des responsables concernés par ces champs ?
- Comment être à la fois organisme de formation sérieux et « mouvement agitateur » assumé ? ■

Économie sociale et services publics : l'alternative au tout libéral

Le contexte de crise, révélateur des dérives du système économique libéral a mis en exergue ce qui apparaît aujourd'hui avec plus d'évidence comme des alternatives à un système libéral ne visant qu'à la recherche directe de profits.

Les Ceméa ont affirmé depuis longtemps leur attachement aux services publics, secteur touché par une offensive idéologique libérale décomplexée et exacerbée.

Aujourd'hui, notre revendication d'appartenance à l'économie sociale, positionnement nouveau dans le cadre d'un congrès des Ceméa, complète notre rejet du tout libéral.

Ces deux dimensions renvoient à des notions d'utilité sociale et d'utilité publique. Elles renvoient à la production de richesses d'une autre nature que le profit financier.

L'offensive libérale contre le service public s'effectue à deux échelles

A l'échelle nationale, tout d'abord, où le service public est partout en recul, au nom de la liberté du marché et de la concurrence. Les secteurs socio-éducatifs et médico-sociaux qui doivent eux aussi répondre à des objectifs de dérégulation, sont menacés de privatisation et déjà victimes de marchandisation.

A l'échelle européenne, le financement des services sociaux d'intérêt général (SSIG)

(transcription européenne de la notion de service public) peut entrer en conflit avec le respect des règles de libre concurrence, qui est l'un des credo de l'Union Européenne.

Parfois, au nom de la décentralisation, du transfert de compétences ou pour

compenser la dégradation des services publics, les collectivités locales (communes, départements, régions) sont amenées à pallier les carences sur leur territoire.

Cette évolution sensible interroge notre rapport aux services publics et mérite clarification :

- *Quelle position adoptons-nous face à cette évolution ? Renonçons-nous à défendre un grand service public national notamment dans éducation, ou nous engageons-nous dans la mise en œuvre de services publics territoriaux ? Les deux options peuvent-elles s'articuler ?*

- *Comment, dans ce contexte de forte dégradation, notre mouvement peut-il remplir des missions de service public ? Sur des activités parfois non solvables.*

- *Comment notre mouvement peut-il contribuer à l'accessibilité aux services publics et à la qualité des politiques publiques ?*

Ainsi donc, les Ceméa s'inscrivent résolument dans l'Économie Sociale

Une économie qui réaffirme la primauté de l'homme sur celle du profit, qui ne peut se satisfaire d'une seule approche comptable et gestionnaire, mettant des personnes au cœur de leurs actions et non des clients au centre d'une approche marchande.

Il importe de clarifier les concepts d'économie sociale et d'économie solidaire qui font appel à des références qui ne sont pas identiques.

La charte de l'économie sociale constitue une référence à revisiter et rassemble des éléments à réaffirmer.

Il nous faut clarifier notre identité d'entreprise du privé /au public et notre place dans l'économie de marché.

La notion d'économie sociale étant liée à l'existence de salariés, il faut clarifier la place et le rôle des bénévoles dans cette économie, non seulement au niveau de la gouvernance mais également en tant qu'acteurs au sein de cette économie

- *Aujourd'hui, comment accompagner l'émergence d'une nouvelle économie, qui trouve ses fondements dans de nombreux mouvements sociaux emblématiques ?*

- *De même, il nous faut revisiter l'éventail de nos partenaires existants ou potentiels : quels partenariats devons-nous développer ?*

- *L'économie sociale est parfois solidaire mais ce n'est pas une économie pour les pauvres ; elle peut devenir modèle universel en s'attachant à produire (des biens, des savoirs), en se posant les questions fondamentales (voire existentielles) : Que produire ? Pour quoi faire ? Comment le faire ?*

L'inscription dans l'économie sociale renvoie également à notre fonctionnement interne et à plusieurs questions :

- *Ne négligeons-nous pas la dimension économique de nos projets et de notre activité en général, alors que les recherches d'équilibres budgétaires accaparent souvent les travaux des instances associatives et les équipes permanentes ?*

- *Les non permanents s'interrogent parfois sur leur place, restant en retrait des préoccupations financières (allant même jusqu'à s'affranchir de l'adhésion, principe de base d'une implication associative). Comment faire vivre une réelle démocratie en faisant de chacun un décideur des orientations, élaborant et évaluant le projet associatif ?*

- *Les principes et modalités de la gouvernance ne constituent-ils pas également des éléments symboliques se devant d'être exemplaires ?*

Quel modèle de mouvement voulons-nous ?

Animation et développement du mouvement

Amiens en 2005 :

La place centrale des militants dans les Ceméa

Le congrès d'Amiens a permis de pointer les priorités nécessaires à mettre en œuvre :

- la réaffirmation de notre identité de mouvement d'éducation et de mouvement de militants qui a choisi la formation comme outil principal de diffusion de ses valeurs.
- Le rappel du rôle fondamental de l'activité en tant que vecteur de la diffusion de nos valeurs.
- La prise en compte de différentes formes de militantisme.
- La mise en œuvre de dispositifs d'accueils diversifiés permettant à chacun de vérifier l'adéquation entre son envie de militer aux Ceméa et les valeurs défendues par le mouvement.
- L'existence de dispositifs de formation des militants qui proposent des parcours permettant de développer des compétences, en acquérir de nouvelles et s'approprier les valeurs du mouvement pour les mettre en œuvre et les diffuser.
- La réaffirmation du besoin de salariés militants (les permanents) au service du mouvement et nécessairement porteurs des idées et des valeurs des Ceméa.
- La réactivation de la fonction d'animateur de la vie du mouvement, portée par tous les militants, quel que soit leur statut, afin de développer le mouvement.

Depuis 2005, nous avons organisé des rendez-vous permettant de traduire ces priorités pour le mouvement, ce fut le cas des UEN, des stages de formations des militants inscrits dans le dispositif régional et national.

En complément, des rencontres interrégionales sur l'animation du mouvement ont permis, au-delà d'un état des lieux au sein du réseau, de pointer le chemin qu'il nous reste à parcourir pour atteindre ces objectifs.

Le groupe Prospectives, dans le dispositif de réaction contre les attaques du gou-

vernement en 2008, a lui aussi contribué à ces analyses.

Il ressort de l'ensemble de ces travaux six axes de travail que le prochain congrès devrait traiter.

1. Augmenter le nombre de membres actifs :

Pour contribuer à cet objectif, il faut avoir tranché entre deux hypothèses : les Ceméa sont-ils, doivent-ils être un mouvement de masse OU un groupement de spécialistes ?

Il faut d'autre part développer l'accueil massif des membres de soutien au sein du réseau quelles que soient les portes d'entrée. Quelles stratégies concertées, quels accompagnements faut-il alors mettre en place au sein du réseau ?

Comment renforcer les dispositifs permettant de devenir militant des Ceméa ? Notre mouvement ne doit-il pas être plus à l'image de celles et de ceux pour et avec lesquels il veut agir ?

2. Être militant des Ceméa, c'est agir dedans et agir pour les Ceméa :

Sommes-nous d'accord pour affirmer qu'être militant des Ceméa passe par une double logique, l'engagement dans des actions, des activités internes et dans des actions (pas seulement de production) vis-à-vis de l'externe portées au plan institutionnel par les Ceméa ?

3. Reconnaître et valoriser les actions militantes existantes :

Cela demande de mieux connaître et s'approprier la richesse des actions existantes et de ne pas systématiquement s'inscrire dans la recherche exclusive de nouvelles formes et modalités de mises en œuvre. Comment mieux reconnaître, identifier et valoriser les actions militantes actuelles ?

4. Développer le mouvement c'est l'inscrire dans son environnement, c'est fabriquer de la pensée et diffuser des idées :

Cela suppose de faire vivre un réseau

militant, des espaces de confrontation, de mutualisation, des espaces d'initiatives. Chaque militant, chaque nouveau militant doit pouvoir s'y inscrire, y contribuer, en être acteur.

Quelles évolutions dans nos dispositifs d'animation des réseaux militants pour atteindre cet objectif ?

Quelles ambitions, quelles stratégies de diffusion de nos idées au travers de nos actions extérieures et de nos publications ?

5. Les actions de formation en direction de publics extérieurs relèvent des activités de l'association :

Ces activités constituent le vecteur principal de diffusion de nos valeurs. Acceptons-nous de privilégier le terme d'« activités » plutôt que le terme de « production » qui laisse penser que l'on dissocie le sens de l'action ?

6. La formation des militants permanents et non permanents du mouvement :

Nous réaffirmons notre ambition de faire des permanents des acteurs-promoteurs du projet dont le rôle et la fonction ne sauraient se limiter à ceux de simples techniciens.

La formation devra concerner les militants permanents et non permanents. Une formation nationale aux fonctions d'animation du mouvement devra être remise en place pour tous les cadres permanents.

La formation initiale des militants non permanents, à partir d'un tronc commun élaboré au sein du réseau, relève du niveau régional.

Globalement, partageons-nous l'idée de revisiter les dispositifs de formation existants au plan régional et national ?

Pour ce qui concerne les militants permanents, il nous faudra poursuivre le travail pour mieux identifier les fonctions, préciser les compétences nécessaires à l'exercice de ces fonctions, clarifier les conditions d'exercice pour mieux cerner les besoins de formation.

ons-nous pour demain ?

Notre vie associative en question, faire association ?

Ce que nous disions dans nos précédents projets associatifs :

(Montpellier 1997 / pages 9 et 10)

«...La promotion de la vie associative, comme espace irremplaçable de citoyenneté et de démocratie.

Nous réaffirmons, nous revendiquons que notre action se situe dans la construction de politiques de masse qui visent le long terme et non le ponctuel et l'urgence. C'est en cela que nous sommes une association d'utilité publique... Les associations constituent l'un des rouages essentiels de vie démocratique, de citoyenneté active, créatrice de respiration et de lien social. Son rôle de contre pouvoir critique doit être accepté non comme une gêne mais comme une manifestation de la démocratie. La puissance publique doit garantir, particulièrement aux associations reconnues d'utilité publique, l'existence, la pérennité de leurs actions et la liberté d'innovation, et se garder de toute tentative d'en faire les courroies de transmission d'une politique partisane...».

2010 : les problématiques qui nous permettront d'interroger le modèle.

Pour préparer le congrès d'Amiens, nous écrivions :

Le contexte politique nous conduit à «... penser et à débattre notre contribution à la défense et à la promotion de la vie associative tout en mesurant nos propres acquis des vingt dernières années de vie associative, tant dans la création des richesses que dans le renforcement de la qualité de nos actions et dans le développement du mouvement d'éducation qui nous identifie bien au-delà de la seule structure associative...».

À partir principalement des travaux du groupe Prospectives, nous identifions les problématiques suivantes :

1. Conserver un réseau fort et solidaire ?

Notre philosophie de fonctionnement du réseau est basée sur une démocratie interne de respect volontaire des décisions et des règles prises en commun et s'appuie sur la responsabilité de tous les lieux et dirigeants. Notre système ne peut donc marcher que si tous les lieux respectent volontairement ce cadre et sa philosophie.

Penser collectif, gérer collectif, penser solidaire nécessitent de définir des règles applicables. Quel travail conduire, au sein du réseau pour redonner du sens au collectif ?

2. Les Ceméa sont une association : quelles évolutions nécessaires dans nos fonctionnements ? Réseau en crise ou crise du réseau ?

Notre fonctionnement démocratique, basé sur la représentativité, fait également appel à des logiques participatives, dans de multiples espaces de co-construction (commissions, congrès...) qui se traduisent par des co-opérations. Nous ne sommes donc pas dans des types de fonctionnement s'apparentant à la démocratie directe, et il nous faudra s'en réexpliquer tout en travaillant à vérifier, compléter, reformuler les moyens...

Comment revivifier les instances (AG, CA, Bureaux...) et soutenir la prise de responsabilité des militant-es ? À l'échelle régionale ? À l'échelle de l'Association nationale ? À l'échelle du réseau ? Est-ce encore un réel objet d'engagement des militant-es ?

Quel projet de formation pour traduire une véritable attention portée aux fonctions exercées ?

Comment animer la vie associative ?

Comment décliner l'idée d'Association nationale forte (réaffirmée à Brest puis à Amiens) dont les missions seraient : la coordination, le contrôle, la décision ?

Cette notion de contrôle, en apparence paradoxale avec notre philosophie basée sur le respect volontaire des décisions, nécessite d'être clarifiée notamment pour préciser qui l'exerce (instances existantes, instances plus neutres à créer...?) et avec quels moyens réels ? (sanctions...).

3. De quelle structure permanente avons-nous besoin pour accompagner, animer le mouvement ? Dans quel mode de gouvernance générale ?

Dans l'entreprise associative devant gérer en permanence et parfois de façon antagoniste à la fois l'économie et les ressources humaines, un équilibre est-il possible, et si oui lequel ? Il devra nous permettre de porter et réguler les tensions permanentes entre les deux principales finalités du projet des Ceméa :

- Massification de nos actions

- Expertise pédagogique modélisée

Revendiquant notre identité d'association inscrite au sein du secteur de l'économie sociale, nous réaffirmons que les ressources humaines de notre mouvement sont constituées de bénévoles, de volontaires, de salariés et de contrats aidés, de fonctionnaires détachés et/ou mis à disposition, de stagiaires. Nous devons donc trouver les moyens de gérer de façon harmonieuse et non exclusive cet ensemble de militants aux statuts différenciés. Dans cet objectif, l'Unité Economique et Sociale a-t-elle encore du sens ? Notre accord d'entreprise est-il toujours nécessaire ?

Notre mode de gouvernance actuel est perpétuellement traversé par la question du « ni/ni » : ni fédération, ni association... Il nous faut redire nos choix et trouver les moyens collectifs de restructurer une gouvernance acceptée par tous et assumée de façon plus solidaire.

Dernières publications



■ VEN N° 537

Au sommaire

Eduquer à la consommation

- > Pour une formation des futures professeurs des écoles, collèges et lycées référée à l'éducation nouvelle
- > L'école expérimentale Freinet de Mons en Barœul
- > Les 20 ans des droits de l'enfant : un anniversaire aux arrières goûts amers !...



■ DOSSIER VEN

Au sommaire

Où va l'éducation à la consommation

- > Questions pour une éducation à la consommation
- > Re-penser l'éducation à la consommation
- > L'enfant cœur de cible ou sujet à éduquer
- > Éducation ou déséducation...



■ CAHIER DE L'ANIMATION N° 69

Au sommaire

Hiver 2010

- > Animation volontaire, enjeux actuels : questions de sens, 60 ans de colo à Montrem
- > Pratiques pédagogiques : jeux ou brimades, skier ou ne pas skier...



■ LE CHANT DU CYGNE

Pestalozzi (1746-1827)

Publié en 1826, il peut être considéré comme son testament pédagogique. On y retrouve, reprises dans leurs grandes articulations, les recherches qu'il a développées à travers la pratique de la Méthode à Stans, à Berthoud et à Yverdon, ainsi qu'un écho des débats qui ont agité son élaboration...



■ INTERVENIR AUPRÈS DES JEUNES EN ERRANCE

François Chobeaux

Un livre destiné aux intervenants sociaux en contact avec des jeunes en rupture sociale. Un retour sur l'histoire du travail avec ces jeunes depuis le début des années 1990, une réflexion sur leurs dynamiques et sur les façons de les comprendre, et des propositions concrètes d'actions et de pratiques appuyées sur les acquis du réseau "Jeunes en errance".



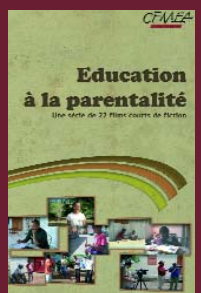
■ VST N° 104

Au sommaire

L'homme pensant

est-il encore de saison ?

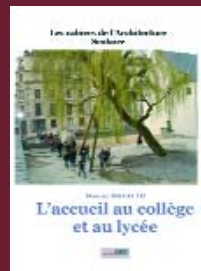
- > Quel avenir pour nos associations médico-sociales ?
- > Vers une démocratie totalitaire ?
- > Penser la rue et non l'enfermement...



■ DVD

Éducation à la parentalité

Les Ceméa ont aussi réalisé à Mayotte une série de 22 films courts de fiction "éducation à la parentalité" diffusés sur RFO.



■ L'ACCUEIL AU COLLÈGE ET AU LYCÉE

Maurice Mazalto

Après avoir été longtemps ignoré, voire inexistant, l'accueil devient un facteur essentiel d'intégration et de bien-être par tous ceux qui fréquentent l'établissement régulièrement ou occasionnellement. Comment l'architecture scolaire des collèges et lycées matérialise-t-elle cette évolution?...



■ LE DROIT DE L'ENFANT AU RESPECT

Korczak

Le droit de l'enfant au respect condense, en quelques dizaines de pages, l'essentiel de la pensée korczakienne. L'auteur y dénonce avec vigueur le manque de considération dont souffrent les enfants, à la maison comme à l'école, entretenu par l'égoïsme, l'ignorance ou l'orgueil des adultes...



Nouveau catalogue des publications

www.cemea.asso.fr

A commander dans votre AT ou à la Direction des publications : publications@cemea.asso.fr